

Le Syvicol veut évoluer avec son temps



Écrit par Nicolas Léonard
Publié Le 05.10.2020 • Édité à 10:25



| Le Syvicol a présenté, lundi, les résultats de son sondage, qui doivent contribuer à faire évoluer ses objectifs. (Photo: Syvicol)

Le Syvicol, le «syndicat» des communes, veut redéfinir son orientation, ses services, ses moyens d'action... La première étape de cette mue a été un sondage mené auprès de tous les élus locaux, qui s'est avéré riche d'enseignements divers.

Syndicat des communes du Luxembourg pour certains, chambre professionnelle des élus locaux pour d'autres, le Syvicol (syndicat des villes et communes luxembourgeoises) veut évoluer et redéfinir son champ d'action, l'adapter, ou encore proposer de nouveaux services. Le souhait ne date pas d'hier. Mais la crise sanitaire est venue démontrer à quel point cela était nécessaire.

«Le Syvicol a en effet beaucoup changé avec cette crise», confirme son président  Emile Eicher. «Nous avons dû nous montrer beaucoup plus proactifs en de nombreux domaines. Nous avons par exemple créé un groupe Whatsapp afin de partager des solutions face à certains problèmes. On a au-delà de ce qui constituait la base traditionnelle des actions du Syvicol. Et visiblement, c'est ce qu'il faut continuer à faire.»

Un sondage mené entre le 19 juin et le 12 juillet (il aurait dû l'être au mois de mars, mais a été postposé suite à la crise sanitaire, ndlr) auprès de 1.200 élus locaux le confirme. Il constitue la première étape de la mue du Syvicol. Ces nombreux enseignements vont enrichir la réflexion sur le développement futur de l'organisation. Au total, 412 élus ont répondu aux différentes questions posées.

Communiquer, former, concerter

Que retenir en priorité? Que si 74% des répondants se disent très bien (24%) ou moyennement (50%) informés quant aux réflexions et aux travaux du Syvicol, ce sont surtout des bourgmestres et des échevins. «Il y a donc des efforts à fournir pour mieux informer les conseillers communaux», relève Emile Eicher.

Les médias restent la source n°1 en ce qui concerne l'information sur les actions du Syvicol. Mais un frémissement se fait ressentir quant à un changement, puisque l'application mobile et la page Facebook de l'organisation commencent à se faire connaître, lancées seulement deux mois avant le sondage.

Sur paperjam.lu, nous utilisons des cookies pour mémoriser vos préférences, gérer la publicité, vous proposer des contenus toujours plus pertinents selon vos centres d'intérêt et améliorer sans cesse votre expérience utilisateur. En poursuivant votre navigation, vous acceptez l'utilisation de ces cookies. Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter notre [Politique de protection des données](#)

Pour 83% des sondés, l'information du Syvicol est «claire et compréhensible». Mais le sondage démontre aussi des lacunes dans le relais de cette information dans les communes, la reconnaissance de sa valeur ajoutée, le manque de données utiles dans la pratique quotidienne. Dès lors, des «efforts restent aussi à faire concernant la proximité avec les élus».

Sans surprise, 90% des personnes qui ont répondu ont un intérêt pour des formations données par le Syvicol. Des thèmes comme les nouvelles législations et l'actualité des communes sont plébiscités. Mais les élus locaux sont aussi demandeurs de formations spécifiques ou d'un approfondissement de base sur les matières générales. «Un nouveau programme de formations est en train d'être élaboré», commente le Syvicol. Tandis que l'idée d'instaurer une plateforme électronique reprenant «les meilleures pratiques communales» est aussi une suggestion.

Les thématiques plus complexes pourraient alors être abordées dans le cadre de réunions spécifiques. Ce qui devrait être mieux défini encore via des réunions régionales qui auront lieu en mars prochain.

Le sondage s'est aussi intéressé aux attentes générales dans les communes à l'égard du Syvicol. Que celui-ci joue un rôle de coordination et de concertation entre celles-ci émerge comme une double priorité. Les membres demandent aussi à être plus souvent consultés.

91% des élus veulent la consultation obligatoire

Quant aux thèmes que le Syvicol devrait aborder plus, on voit sans surprises apparaître le logement, la mobilité et la simplification administrative au sommet du hit-parade. «L'aménagement communal et l'environnement sont également des priorités pour les élus», souligne Emile Eicher. « Tandis que les finances communales sont une problématique récurrente , qui va s'aggraver encore avec les conséquences de la crise sanitaire.»

Enfin, et ce n'est pas une surprise non plus, 91% des élus locaux qui ont répondu sont d'avis que la consultation obligatoire doit devenir une réalité. Très ancienne demande du Syvicol , cette mesure imposerait une consultation des communes concernées avant tout projet de loi ou de règlement les concernant. L'idée de créer une Chambre des communes est donc aussi de retour. Peu importe la forme, finalement; «il est temps de trouver maintenant un chemin législatif pour faire de notre demande une réalité», conclut Emile Eicher.

Emile Eicher Syvicol
